

6° Au § 1<sup>er</sup>, 3°, II :

— le nombre-coefficient « 3,656 » de la prestation 426075 est remplacé par le nombre-coefficient « 3,605 »;

— le nombre-coefficient « 7,147 » de la prestation 426090 est remplacé par le nombre-coefficient « 6,432 »;

— le nombre-coefficient « 9,860 » de la prestation 426112 est remplacé par le nombre-coefficient « 8,874 »;

10° Le § 4, 6°, alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« Pour un même bénéficiaire, le cumul des honoraires prévus par journée de soins pour les prestations effectuées le même jour à l'occasion de séances de soins différentes par un même ou un autre praticien de l'art infirmier, ne peut dépasser :

a) la valeur W 3,825, lorsque plusieurs prestations visées aux rubriques I, A et I, B du § 1<sup>er</sup>, 1°, sont attestées;

b) la valeur W 5,710, lorsque plusieurs prestations visées aux rubriques I, A et I, B du § 1<sup>er</sup>, 2°, sont attestées;

c) la valeur W 3,605, lorsque plusieurs prestations visées aux rubriques I, A et I, B du § 1<sup>er</sup>, 3°, sont attestées;

d) la valeur W 3,605, lorsque plusieurs prestations visées aux rubriques I, A et I, B du § 1<sup>er</sup>, 4°, sont attestées. »

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2005.

**Art. 3.** Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 septembre 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,  
R. DEMOTTE

9° In § 1, 3°, II wordt :

— het coëfficiëntgetal « 3,656 » van de verstrekking 426075 vervangen door het coëfficiëntgetal « 3,605 »;

— het coëfficiëntgetal « 7,147 » van de verstrekking 426090 vervangen door het coëfficiëntgetal « 6,432 »;

— het coëfficiëntgetal « 9,860 » van de verstrekking 426112 vervangen door het coëfficiëntgetal « 8,874 »;

10° § 4, 6°, eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Voor eenzelfde rechthebbende mag de som van de honoraria voor de verschillende verpleegkundige verstrekkingen per verzorgingsdag, ongeacht het feit of zij tijdens meerdere verzorgingszittingen of door verschillende verpleegkundigen werden verleend, volgende waarden niet overschrijden :

a) voor de verstrekkingen bedoeld in de rubrieken I, A en I, B van § 1, 1°, geldt een dagplafond van W 3,825;

b) voor de verstrekkingen bedoeld in de rubrieken I, A en I, B van § 1, 2°, geldt een dagplafond van W 5,710;

c) voor de verstrekkingen bedoeld in de rubrieken I, A en I, B van § 1, 3°, geldt een dagplafond van W 3,605;

d) voor de verstrekkingen bedoeld in de rubrieken I, A en I, B van § 1, 4°, geldt een dagplafond van W 3,605. »

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2005.

**Art. 3.** Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 september 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,  
R. DEMOTTE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE**

F. 2005 — 2493

[C — 2005/22806]

**17 SEPTEMBRE 2005. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 125 remplacé par l'arrêté royal du 25 avril 1997;

Vu l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 124, § 1<sup>er</sup>, modifié par l'arrêté royal du 29 décembre 1997;

Vu l'avis du Conseil général, donné le 28 février 2005;

Vu l'avis du Comité de l'assurance, donné le 14 mars 2005;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 23 mai 2005;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 7 juillet 2005;

Vu l'avis 38.879/1/V du Conseil d'Etat donné le 18 août 2005, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID**

N. 2005 — 2493

[C — 2005/22806]

**17 SEPTEMBER 2005. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 125 vervangen door het koninklijk besluit van 25 april 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 124, § 1<sup>er</sup>, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 december 1997;

Gelet op het advies van de Algemene Raad, gegeven op 28 februari 2005;

Gelet op het advies van het Verzekeringscomité, gegeven op 14 maart 2005;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 23 mei 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 7 juli 2005;

Gelet op het advies 38.879/1/V van de Raad van State, gegeven op 18 augustus 2005, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 124, § 1<sup>er</sup>, 1°, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, modifié par l'arrêté royal du 29 décembre 1997, est remplacé par une disposition rédigée comme suit :

1° La personne qui dispose d'un revenu, pension, rente, allocation ou indemnité en vertu d'une législation belge ou étrangère, pour autant qu'au cours d'un trimestre civil, le montant global de ces revenus soit supérieur à 1762,82 euros.

Ce montant est lié à l'indice-pivot 103,14 en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 1999 (base 1996 = 100) et adapté aux fluctuations de l'indice des prix conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Par revenus, il y a lieu d'entendre des revenus, tirés d'une activité professionnelle, visés suivant le cas à l'article 23, § 1<sup>er</sup>, 1°, 2° ou 4°, ou à l'article 228, § 2, 3° et 4°, du Code des impôts sur les revenus 1992, même si elle est exercée par personne interposée, et toute activité analogue exercée dans un pays étranger ou au service d'une organisation internationale ou supranationale.

Pour l'application de cette disposition, il y a lieu de tenir compte d'un douzième du montant des avantages payés annuellement, tels que les primes, les participations aux bénéfices, le treizième mois, les gratifications, le double pécule ou les montants payés aux travailleurs en complément du double pécule, ainsi que le pécule de vacances ou le pécule complémentaire payé aux bénéficiaires d'une pension de retraite ou de survie. Le montant mensuel des revenus des travailleurs non salariés, visés à l'article 23, § 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, du Code des impôts sur les revenus 1992 est, en outre, fictivement fixé à un douzième de 100/80 de la différence entre les bénéfices ou profits bruts et les charges professionnelles y afférentes. Le montant mensuel des revenus constitués par des indemnités ou allocations visées ci-dessus, dont le montant est journalier et auxquelles le bénéficiaire peut prétendre pour tous les jours indemnisables d'un mois déterminé, est censé correspondre au montant journalier susvisé, multiplié par 26; s'il s'agit d'indemnités d'incapacité temporaire de travail, accordées en vertu des dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail ou des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970, il y a lieu de multiplier le montant journalier précité par 30.

Pour l'application de cette disposition, il n'est pas tenu compte du complément d'ancienneté octroyé aux chômeurs âgés, ni de l'indemnité complémentaire aux allocations de chômage octroyée en vertu de la convention collective de travail n° 46 conclue au sein du Conseil national du travail et rendue obligatoire par l'arrêté royal du 10 mai 1990.

Le chômeur prouve qu'il bénéficie d'un complément d'ancienneté au moyen d'une attestation établie par la caisse de paiement des allocations de chômage; il prouve le bénéfice d'une indemnité complémentaire aux allocations de chômage au moyen d'une attestation établie par l'employeur chargé du paiement de cette indemnité.

Il n'est pas davantage tenu compte, pour l'application du présent article, de l'allocation complémentaire forfaitaire octroyée au chômeur occupé dans le cadre d'une agence locale pour l'emploi, en vertu de l'article 79 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.

Il n'est pas davantage tenu compte d'une allocation qui est accordée pour compenser la perte ou la réduction d'autonomie.

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 124, § 1, 1°, eerste lid van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 december 1997, wordt vervangen door een als volgt luidende bepaling :

1° De persoon die beschikt over een inkomen, pensioen, rente, tegemoetkoming of uitkering krachtens een Belgische of buitenlandse wetgeving, voor zover het globaal bedrag van deze inkomens over een kalenderkwartaal hoger is dan 1762,82 euro.

Dit bedrag is gebonden aan de spilindex 103,14, van toepassing op 1 juni 1999 (basis 1996 = 100) en wordt aangepast aan de schommelingen van het indexcijfer overeenkomstig de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige sociale bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer worden gekoppeld.

Onder inkomens moeten de inkomens worden verstaan, voortvloeiend uit een beroepsbezigheid, die al naargelang het geval wordt bedoeld in artikel 23, § 1, 1°, 2° of 4°, of in artikel 228, § 2, 3° en 4°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, zelfs indien ze door een tussenpersoon wordt uitgeoefend, en iedere gelijkaardige bezigheid die wordt uitgeoefend in een vreemd land of in dienst van een internationale of supranationale organisatie.

Voor de toepassing van deze bepaling moet rekening worden gehouden met een twaalfde van het bedrag van de jaarlijks uitbetaalde voordelen, zoals de premies, de aandelen in de winst, de dertiende maand, de gratificaties, het dubbel vakantiegeld of de bedragen aan de werknemers betaald ter aanvulling van het dubbel vakantiegeld, alsmede het vakantiegeld of het aanvullend vakantiegeld uitbetaald aan de rechthebbenden op een rust- of overlevingspensioen. Het maandbedrag van het inkomen van niet in loondienst werkenden dat is bedoeld in artikel 23, § 1, 1° en 2°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, wordt fictief vastgesteld op een twaalfde van 100/80 van het verschil tussen de brutowinst of -baten en de desbetreffende bedrijfslasten. Het maandbedrag van het inkomen gevormd door uitkeringen of tegemoetkomingen als hiervoren bedoeld, die zijn uitgedrukt in een dagbedrag en waarop de rechthebbende aanspraak heeft over alle uitkeringsdagen van een bepaalde maand, wordt geacht overeen te stemmen met vorenbedoeld dagbedrag, vermenigvuldigd met 26; ingeval het gaat om uitkeringen wegens een tijdelijke arbeidsongeschiktheid, verleend krachtens de bepalingen van de wet van 10 april 1971 op de arbeidsongevallen of van de op 3 juni 1970 gecoördineerde wetten betreffende de schadeloosstelling voor beroepsziekten, dient het voormelde dagbedrag vermenigvuldigd te worden met 30.

Voor de toepassing van dit artikel wordt geen rekening gehouden met de anciënniteitstoelage voor oudere werklozen, noch met de vergoeding ter aanvulling van de werkloosheidsuitkeringen toegekend krachtens de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46 die is gesloten in de Nationale Arbeidsraad en algemeen bindend verklaard bij koninklijk besluit van 10 mei 1990.

De werkloze levert het bewijs dat hij een anciënniteitstoelage geniet, met een verklaring opgesteld door de uitbetalingsinstelling van de werkloosheidsuitkeringen; het genot van een vergoeding ter aanvulling van de werkloosheidsuitkeringen bewijst hij met een verklaring opgesteld door de werkgever belast met de uitbetaling van deze vergoeding.

Evenmin wordt voor de toepassing van dit artikel rekening gehouden met de forfaitaire uitkeringstoelage toegekend aan een werkloze die in het kader van een plaatselijk werkgelegenheidsagentschap tewerkgesteld is krachtens artikel 79 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.

Er wordt evenmin rekening gehouden met een tegemoetkoming die wordt toegekend om het verlies of vermindering van zelfredzaamheid op te vangen.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> juillet 2005.

Selon les modalités fixées par le Service du contrôle administratif, les organismes assureurs vérifient que les personnes, inscrites au 30 juin 2005, en qualité de personnes à charge au sens de l'article 123 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 susvisé et qui sont soumises à l'article 124, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, satisfont à la date du 1<sup>er</sup> juillet 2005 aux conditions prévues à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

Cette révision des dossiers est terminée au 31 mars 2006.

**Art. 3.** Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 septembre 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,  
R. DEMOTTE

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2005.

Volgens de modaliteiten, vastgesteld door de dienst voor administratieve controle gaan de verzekeringsinstellingen na of de personen die op 30 juni 2005 ingeschreven waren als persoon ten laste in de zin van artikel 123 van het voormelde koninklijk besluit van 3 juli 1996 en die onderworpen zijn aan artikel 124, § 1, 1<sup>o</sup>, op de datum van 1 juli 2005 voldoen aan de voorwaarden gesteld in artikel 1 van dit besluit.

Deze herziening van de dossiers wordt beëindigd op 31 maart 2006.

**Art. 3.** Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 september 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,  
R. DEMOTTE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE**

F. 2005 — 2494

[C — 2005/22817]

**17 SEPTEMBRE 2005.** — Arrêté royal modifiant certaines dispositions relatives au régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 mars 1976 relative aux prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, notamment l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 18 avril 2005;

Vu l'arrêté royal du 27 avril 1976 complétant l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, notamment l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 13 juillet 2001;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 juin 2005;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 1<sup>er</sup> juillet 2005;

Vu l'avis 38.719/1/V du Conseil d'Etat, donné le 19 juillet 2005, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales, de Notre Ministre des Classes moyennes, de Notre Secrétaire d'Etat aux Familles et aux Personnes handicapées, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

*Modifications à l'arrêté royal du 8 avril 1976  
établissant le régime des prestations familiales  
en faveur des travailleurs indépendants*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, les mots « l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants » sont remplacés par les mots « l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants ».

**Art. 2.** L'article 8, § 2, alinéa 2 du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 21 février 1991, est remplacé par la disposition suivante : « Il recouvre sa qualité d'attributaire si la cause d'exclusion visée à l'alinéa précédent cesse d'exister ou si, étant remarié, il ne cohabite plus avec le conjoint avec lequel un nouveau mariage a été contracté. La séparation de fait doit apparaître de la résidence principale séparée des personnes en cause, exception faite des cas dans lesquels il ressort d'autres documents officiels produits à cet effet, que la séparation de fait est effective bien qu'elle ne corresponde pas ou plus avec l'information obtenue auprès du registre national des personnes physiques. »

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID**

N. 2005 — 2494

[C — 2005/22817]

**17 SEPTEMBER 2005.** — Koninklijk besluit tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 maart 1976 betreffende de gezinsbijslag voor zelfstandigen, inzonderheid op artikel 1, eerste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 april 2005;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 april 1976 tot aanvulling van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen, inzonderheid op artikel 2, § 1, 2<sup>o</sup>, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 2001;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 juni 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 1 juli 2005;

Gelet op het advies 38.719/1/V van de Raad van State, gegeven op 19 juli 2005, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Minister van Middenstand, Onze Staatssecretaris voor het Gezin en Personen met een Handicap, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Besluit :

*Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 8 april 1976  
houdende regeling van de gezinsbijslag  
ten voordele van de zelfstandigen*

**Artikel 1.** In artikel 4, eerste lid, van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten gunste van de zelfstandigen, worden de woorden « het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een verzekering tegen arbeidsongeschiktheid ten voordele van de zelfstandigen » vervangen door de woorden « het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten ».

**Art. 2.** Artikel 8, § 2, tweede lid van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 21 februari 1991, wordt vervangen door de volgende bepaling : « Hij verkrijgt opnieuw zijn hoedanigheid van rechthebbende indien de in het vorig lid bedoelde oorzaak van uitsluiting niet meer bestaat of indien hij, na hertrouwd te zijn, niet meer samenwoont met de echtgenoot waarmee een nieuw huwelijk was aangegaan. De feitelijke scheiding moet blijken uit de afzonderlijke hoofdverblijfplaats van de betrokken personen, met uitzondering van de gevallen waarbij uit andere daarvoor overgelegde officiële documenten blijkt dat de feitelijke scheiding effectief is, ook al stemt dit niet of niet meer overeen met de informatie verkregen bij het Rijksregister van de natuurlijke personen. »